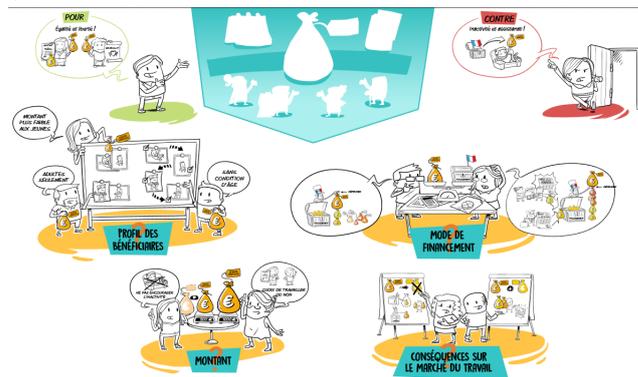


Chapitre 1 : Et si l'Etat versait à chacun un revenu universel garanti ?

Document 1 : Le revenu universel, est-ce une bonne idée ?

Le revenu universel est un sujet qui revient souvent dans les débats politiques et dont on entend beaucoup parler en ce moment. Mais le revenu universel, c'est quoi exactement ? Qui le toucherait ? Comment serait-il financé ? Que lui reprochent ses détracteurs ? Pourquoi ses partisans ne sont pas d'accord sur ses modalités d'application ? C'est ce que vous allez découvrir grâce à cette nouvelle vidéo Dessinemoi l'éco !

<http://dessinemoileco.com/le-revenu-universel-est-ce-une-bonne-idee/>



1. Expliquez en quoi consiste le revenu universel en précisant ce qui le différencie des actuelles prestations sociales.
2. Quel est l'objectif du revenu universel pour ses partisans ?
3. Quels sont les arguments des opposants à cette mesure ?
4. Quels sont les débats suscités par le profil des bénéficiaires et le montant du revenu universel ?
5. Quelles sont les modalités envisagées pour financer le versement d'un revenu universel ?
6. Précisez quels sont les problèmes soulevés par chacun des modes de financement évoqués.
7. Comment pouvez-vous expliquer que le revenu universel soit défendu aussi bien par des économistes libéraux que par des opposants au libéralisme économique ?

http://www.actu-ses-hatier.fr/IMG/pdf/revenu_universel.pdf

Document 2 : 560 euros. C'est le montant du revenu universel qui sera versé à 2.000 Finlandais choisis au hasard afin de mettre à l'épreuve le concept, si le projet de loi est accepté.

Un revenu universel versé indifféremment à tous les citoyens. C'est l'idée que la Finlande mûrit depuis plusieurs mois, après la promesse électorale du premier ministre Juha Sipilä. L'idée va peut-être faire l'objet d'un test, si le projet de loi le permettant est approuvé par l'enquête publique menée jusqu'au 9 septembre. Un tel essai permettrait à 2.000 personnes en âge de travailler de bénéficier d'un revenu « universel », dont le montant a été fixé à 560 euros par mois. Ces « cobayes » seraient choisis au hasard, parmi l'ensemble de la population.

« Au moment d'évaluer les effets du revenu de base, le groupe-test serait comparé avec un groupe de contrôle composé de personnes du même type que le groupe visé mais ne recevant pas de revenu de base », a expliqué le ministère des Affaires sociales et de la Santé. La mise en place d'un revenu universel est motivée par la volonté de « réduire la bureaucratie et simplifier le système complexe des aides sociales », mais aussi de promouvoir l'emploi. Le premier ministre, qui est également un ancien homme d'affaires, est persuadé qu'une telle mesure doperait la création d'entreprises.

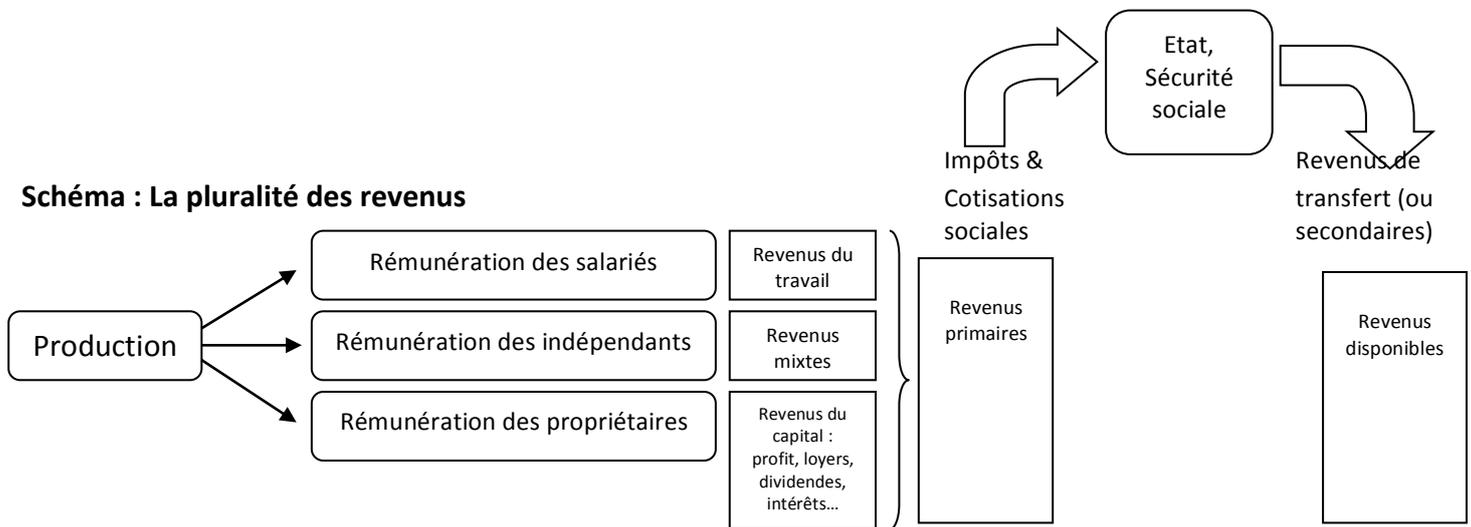
L'objectif du gouvernement est d'intégrer le revenu de base à la loi de Finances 2017, afin de rendre cette prestation sociale effective dès le 1er janvier. Il n'a cependant pas encore précisé quelles seraient les prestations sociales supprimées.

Si le projet de loi est accepté, la Finlande pourrait devenir le premier pays d'Europe à tester le revenu universel. Au mois de juin, 77 % des électeurs suisses avait refusé de mettre en place un revenu de base équivalent à 2.300 euros (2.500 francs suisses). Les détracteurs du système craignent qu'un revenu universel décourage la population à travailler. A l'inverse, un revenu universel trop bas alors que les prestations sociales seraient supprimées ferait finalement chuter le niveau de vie. Le revenu universel a déjà été expérimenté à l'échelle locale, dans l'état indien du MadhyaPradesh, avec des résultats plutôt positifs sur le niveau de vie. Une augmentation de l'épargne et des dépenses en nourriture ont notamment été constatés.

Source : Les Echos, 26/08/2016

- 8- Quels sont les arguments du gouvernement finlandais pour expérimenter cette mesure ?
- 9- Comment ce revenu universel pourrait-il doper la création d'entreprise comme le prévoit le 1^{er} ministre finlandais ?
- 10- Pourquoi ce revenu universel pourrait-il décourager la population de travailler comme l'ont craint les 77% de suisses qui ont voté contre l'instauration d'un revenu universel dans leur pays ?
- 11- Comment le revenu universel pourrait-il faire chuter le niveau de vie ?
- 12- Pourquoi c'est l'inverse qui s'est produit en Inde ?
- 12 Bis- Quels sont les avantages économiques procurés par l'augmentation de l'épargne et des dépenses en nourriture ?

Schéma : La pluralité des revenus



Document 3 et 4

✍ 13. Extraire, à partir des documents 3 et 4 ci-dessous, les arguments favorables et défavorables à l’instauration d’un revenu universel. Recopiez sur une page entière de votre cahier le tableau 2 colonnes ci-dessous et complétez-le.

Arguments des « pour »	Arguments des « contre »
...	...

Document 3 : Le revenu universel, généalogie d’une utopie

Les Suisses ont rejeté, dimanche 5 juin, le projet de création d’un « *revenu de base universel et inconditionnel* ». Cette petite révolution n’aura pas lieu : chaque citoyen suisse, actif ou inactif, SDF ou banquier, jeune ou âgé, aurait reçu un revenu versé par l’Etat. En Finlande et au Québec, les gouvernements ont engagé une consultation pour étudier la faisabilité d’une telle mesure. En Italie, elle est défendue par le mouvement 5 Stelle (« cinq étoiles »). En France, en revanche, aucun parti n’a inclus cette question dans son programme – même si le PS y consacre une large place dans ses « Cahiers de la présidentielle » et les écologistes se sont exprimés à 70 % en faveur de la mesure. Le premier ministre, Manuel Valls, s’est contenté de préconiser une refonte des minima sociaux, après la publication du rapport Sirugue sur le sujet, le 18 avril. Pourtant, l’idée du revenu universel fait florès sur le Net et dans les médias.

Elle a le mérite de s’exprimer simplement : il s’agit de verser à chaque individu, de sa naissance à sa mort et quelle que soit son activité, un revenu suffisant pour satisfaire ses besoins élémentaires, avec pour objectif d’éradiquer la pauvreté. Mais elle a l’inconvénient d’avoir deux arbres généalogiques. L’un se situe dans la tradition communiste : tout individu participant, d’une façon ou d’une autre, à la création de la richesse commune, celle-ci doit être partagée entre tous et distribuée à chacun selon ses besoins. L’autre appartient à la tradition libérale : chaque individu doit pouvoir affronter les aléas de l’existence en partant d’une même base, quelle que soit sa naissance ; c’est son mérite personnel qui fera le reste. Dans les deux cas, cependant, c’est une rupture complète avec le dogme moral et économique qui prévaut depuis des siècles, selon lequel seul le travail (ou un prélèvement sur le travail) peut procurer un revenu. [...]

Un réseau mondial de chercheurs

Les héritiers de Thomas Paine (le précurseur américain 1797) sont aujourd’hui les partisans d’un « revenu d’existence », légitimé par le fait que la richesse est, comme l’explique l’économiste américain James Meade (Prix Nobel 1977), le résultat du travail collectif et de l’inventivité des générations successives. Il est aussi légitimé par le fait qu’une bonne partie de l’activité humaine indispensable à la société – par exemple, le travail domestique, encore assumé en grande partie par les femmes, ou la solidarité associative – ne trouve pas de rémunération sur le marché du travail tel qu’il fonctionne dans l’économie capitaliste. [...]

Les économistes français Yoland Bresson (1942-2014) et Henri Guitton (1904-1992) ont fondé, en 1985, l’Association pour l’instauration d’un revenu d’existence (AIRE). En 1986, Yoland Bresson a créé, notamment avec le philosophe néerlandais Philippe Van Parijs, le Basic Income European (puis Earth) Network (BIEN), devenu le principal réseau mondial de chercheurs sur le sujet.

Ce mouvement intellectuel, soutenu par des ONG engagées dans la lutte contre la pauvreté, comme Emmaüs et ATD Quart Monde, mais aussi relayé par des personnalités politiques ou de hauts fonctionnaires (Lionel Stoléro sous Giscard d’Estaing, Christian Stoffaës sous Mitterrand, Martin Hirsch sous Sarkozy), a inspiré en France la création du revenu minimum d’insertion (RMI), puis du revenu de solidarité active (RSA) et, enfin, de l’actuelle prime pour l’emploi.

Les 800 militants du Mouvement français pour le revenu de base (MFRB), créé en mars 2013, qui compte une cinquantaine de groupes locaux, prônent l’extension progressive du RSA à toute la population, en commençant par son versement automatique à ceux qui remplissent les conditions d’obtention. En effet, un tiers seulement de ceux qui y ont droit le perçoivent, faute d’accomplir les démarches nécessaires. Une variante de cette filiation « communiste », plus radicale et incarnée par le philosophe André Gorz (1923-2007), l’un des inspirateurs de l’écologie politique, considère le « revenu d’autonomie » comme le moyen de s’affranchir de l’aliénation du travail imposée par le capitalisme. Le revenu de base devient ainsi le moyen de refuser les emplois sous-payés ou privés de tout sens social (ceux que l’anthropologue américain David Graeber appelle les « *bullshit jobs* »).

littéralement « les emplois de merde »), pour pouvoir vivre d'activités socialement utiles, mais que le marché ne rémunère pas forcément (par exemple, le travail associatif). Il permettrait aussi, notait le philosophe Michel Foucault (1926-1984), qui en était partisan, de se libérer du contrôle social étatique et stigmatisant attaché à la vérification des « droits sociaux » – un « *bénéfice secondaire* » d'ailleurs également mis en avant par... les libéraux !

Impôt « négatif »

Les partisans de la tradition libérale, eux, invoquent l'économiste, lui aussi américain, Milton Friedman (1912-2006). Dans *Capitalisme et Liberté* (1962), celui qui fut l'inspirateur des politiques ultralibérales de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan proposait, pour éradiquer la pauvreté, que tout individu, riche ou pauvre, se voie octroyer un « *crédit d'impôt* », dont le montant correspond au minimum vital. Ceux dont le revenu est élevé contribuent, par un impôt « positif », à financer un versement en « *cash* » (impôt « négatif ») à ceux dont le revenu est inférieur à ce minimum. Le « *crédit d'impôt* » permettrait à chacun de participer au marché du travail : versé à tous, il n'est pas dissuasif, contrairement à la perte des allocations lorsqu'on reprend un travail. La thèse de Friedman a inspiré plusieurs expériences locales menées dans le Manitoba (Canada) et le New Jersey (Etats-Unis) au cours des années 1970 et 1980. Actuellement, l'idée de l'impôt « négatif » est avancée à nouveau en France par le think tank Génération libre. L'économiste Marc de Basquiat et l'écrivain Gaspard Koenig, principal animateur de Génération libre, estiment que le revenu de base (qu'ils nomment le « Liber ») peut être versé directement sur les comptes bancaires de tous les individus, au lieu que le fruit de la fiscalité soit redistribué à travers les allocations et le quotient familial, le RSA et les autres aides sociales. Ce serait aussi l'occasion d'opérer enfin la « *grande réforme fiscale* » qui conjuguerait prélèvement à la source, individualisation de l'impôt, suppression du quotient familial, imposition au premier euro, voire fusion avec la CSG. Si, pour Marc de Basquiat, le revenu de base vient compléter, et non remplacer, les prestations sociales issues des prélèvements sur le travail (chômage, maladie et retraite), d'autres libéraux ne s'embarrassent pas de cette précaution. Le député LR Frédéric Lefebvre a présenté, le 23 octobre 2015, un amendement (rejeté) créant un « *salaire minimum commun qui remplacerait les aides sociales en vigueur* ». Les successeurs de Milton Friedman, comme le libertarien Charles Murray (*In Our Hands : A Plan to Replace the Welfare State*, AEI Press, 2006), voient dans le revenu de base le moyen de rationaliser et de remplacer l'ensemble des transferts sociaux en offrant à chaque citoyen les moyens de contracter librement les assurances qu'il juge nécessaires à sa protection. [...]

Le retour du « surfeur de Malibu »

Pour certains de ces opposants, généralement classés à gauche, il s'agirait en réalité de démanteler la Sécurité sociale. Une aubaine pour les patrons, en somme. « *C'est la porte ouverte aux jobs à 1 €, à l'ubérisation généralisée, chacun tentant de compléter ce revenu de base (ou plutôt de survie) par quelques prestations pas trop chères* », écrivent Denis Clerc et Michel Dollé, économistes et coauteurs de *Réduire la pauvreté, un défi à notre portée* (Les Petits Matins, 200 p., 14 €). De son côté, Philippe Askenazy (Ecole d'économie de Paris) craint que les employeurs ne « *recupèrent le montant du revenu de base sur les salaires, comme les propriétaires l'ont fait pour l'aide au logement sur les locataires et les entreprises pour le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi sur les fournisseurs* ». Au risque, souligne l'économiste Jean-Marie Harribey, ancien président d'Attac, de voir se renforcer la dualité du marché du travail entre précaires et salariés « installés ». A ces objections, Philippe Van Parijs répond que le revenu de base accroîtrait au contraire le pouvoir de négociation de ceux qui en ont le moins sur le marché du travail, et forcerait les entreprises à améliorer les salaires ou les conditions de travail des emplois les moins attractifs.

D'autres opposants, plutôt à droite, dénoncent un retour des « partageux » prônant la distribution à tous des richesses créées par l'esprit d'entreprise de certains. Ils vilipendent une généralisation de l'assistantat – c'est la fameuse figure emblématique du « surfeur de Malibu », qui fait le choix de se contenter du revenu de base pour pratiquer son hobby... Ils anticipent également un « *appel d'air* » massif pour l'immigration, venue profiter de la « *manne* ».

Certains économistes, sceptiques face à une proposition qu'ils jugent généreuse mais utopique, prédisent que « *l'économie se vengera* » : ils dénoncent « *les effets de substitution* », c'est-à-dire, faute d'incitation, l'abandon d'activités potentiellement innovantes et génératrices de richesse, ce qui entraînerait un appauvrissement global de la société. Pour Jean-Marie Harribey, il ne peut y avoir de revenu de base « *universel et inconditionnel* », car ses partisans, dit-il, oublient un principe fondamental de l'économie : la valeur d'un service rendu à la société ne peut être rémunérée que par l'intermédiaire du marché ou à travers une décision politique de monétisation de ce service (le traitement des fonctionnaires, les subventions aux associations). Jean-Eric Hyafil, du Mouvement français pour le revenu de base (MFRB), rétorque que cette conception repose sur une vision du travail perçu comme moyen de subsistance, alors qu'il s'agit de transformer le travail subi en travail choisi. « *L'économie ne se vengera pas, parce que les technologies permettent de produire beaucoup sans travailler plus* », ajoute-t-il. Le MFRB est en train de préparer un épais « livre blanc » dans lequel toutes les hypothèses sont passées en revue, évaluées financièrement et budgétées une par une, recensant les gagnants et les perdants, présentant les filiations idéologiques, et donc les objectifs propres à chacune d'entre elles. Mais il n'est pas certain que ce travail de mise à plat suffira à faire passer le revenu de base du statut d'utopie à celui de proposition centrale de l'un des candidats à l'élection présidentielle de 2017.

Source : LE MONDE IDEES | 21.04.2016 mis à jour le 05.06.2016 | Par Antoine Reverchon
http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/21/le-revenu-universel-genealogie-d-une-utopie_4906393_3232.html#OY3H1G445TFFHr5.99

Document 4 : La magie du revenu universel

Eurêka. Voici la pierre philosophale, celle qui permet de transformer le socialisme en libéralisme. Mais aussi l'inverse, de transmuter en un instant le plomb ultralibéral en or communiste. Nous avons nommé le « revenu de base universel », ou, en anglais, *l'universal basic income*.

Ce revenu de base, digne de *l'Utopia* de Thomas More, obéirait à des règles très simples : il est versé à chacun, enfants et adultes, chômeurs et travailleurs, actifs et retraités, bien portants et malades. Plus besoin de remplir d'interminables formulaires pour toucher un revenu minimum, assurance-chômage, assurance-maladie ou allocations familiales : sans contrepartie ni justificatif, chacun est gratifié d'un revenu universel, qu'il se nomme Liliane Bettencourt ou soit un anonyme sans-abri. Mais il y a un mais... Selon le niveau auquel sera fixé ce revenu garanti, un pays changera radicalement de modèle de société. Si le revenu minimum est

fixé à 200 euros par mois et par personne, on aboutit à 800 euros pour une famille de deux enfants, moins que le revenu minimum français. Bienvenue chez Margaret Thatcher et dans un modèle ultralibéral : la collectivité offre un minimum pour survivre, à chacun ensuite de se débrouiller, une incitation au travail.

Avec ce même outil, il est aussi possible de choisir un modèle égalitaire, en fixant ce revenu minimum à 1 000 euros – 4 000 euros pour cette même famille. Comme dirait François Hollande, à 4 000 euros, on est riche ! Chacun finirait par toucher le même salaire, les revenus étant taxés à plus de 90 % pour financer cette allocation. Bon retour en URSS.

L'instrument est magique pour les élections. Nul besoin de loi, un décret présidentiel suffit : selon que le vainqueur de la présidentielle sera de droite ou de gauche, il n'aura qu'à régler le curseur de ce revenu minimum. Plus il est haut, plus le pays s'élève dans le socialisme. Plus il est bas, plus la France s'enfonce dans le libéralisme.

Ce revenu minimum est dans l'air du temps, qui trouve des défenseurs de l'extrême gauche aux libéraux, en particulier le philosophe Gaspard Koenig, président du think tank libéral Génération Libre, en passant par Frédéric Lefebvre (Les Républicains) et Delphine Batho (PS).

En Europe, la Finlande se propose de l'expérimenter cette année dans certaines régions tests. Helsinki est taraudé par le sujet depuis plus de trente ans, explique la sécurité sociale finlandaise, qui s'est saisie du dossier. Dans les années 1980, en pleine désindustrialisation, l'idée était de donner un revenu aux chômeurs de longue durée. Au fond, instaurer un revenu minimum pour tous, dans un monde victime, croyait-on, de la fin du travail. Les années 1990 s'attaquent au chômage... en baissant le coût du travail. Des travailleurs pauvres sont contraints d'accepter des mini-jobs payés en dessous du smic. Le revenu universel est alors perçu comme un moyen de les aider financièrement tout en libéralisant le marché du travail. La recette est digne de Tony Blair, inventeur de la « troisième voie ».

Aujourd'hui, le monde du travail encaisse un troisième choc : l'« ubérisation ». Le salariat s'estompe, la protection sociale qui allait de pair n'est plus garantie. Le revenu garantirait aux travailleurs intermittents une ressource minimale et une protection sociale financés par l'impôt. En France, le Conseil national du numérique a proposé d'explorer cette voie dans un rapport remis début janvier. Surtout, ce revenu minimum est une incitation puissante au travail. Explication : le revenu universel comporte une différence majeure avec le RSA et autres allocations que le travailleur perd dès qu'il retrouve du travail : il est versé quoi qu'il arrive. Les revenus du travail ne sont donc que du bénéfice. C'est la raison pour laquelle le système plaît tant aux libéraux : il incite à travailler, permet de supprimer tous les contrôles anti-fraude – êtes-vous vraiment chômeur ou pauvre – et donc les bureaucraties de l'Etat-providence.

Un système qui coûte très cher

Le revenu universel plaît aussi à la gauche, car il se révèle très égalitaire. Chacun se retrouve avec des allocations forfaitaires, peu importe son revenu initial. Le système s'inspire de William Beveridge, père du modèle social britannique de l'après-guerre, largement financé par l'impôt. Il aide avant tout les plus modestes. En ce sens, il s'oppose au système bismarckien, qui veut que le salarié cotise en proportion de son salaire et récupère, en revenu différé, le montant de ses cotisations – retraite, chômage notamment. Restent deux questions, le travail et l'argent. Le revenu universel incite, on l'a dit, à « travailler plus pour gagner plus », pour reprendre le slogan de campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. Certes, mais il peut aussi inciter à se contenter de peu et travailler au noir. C'est pour cela que la ville d'Utrecht aux Pays-Bas mène une expérimentation pour comparer le comportement de bénéficiaires du revenu universel et de personnes restées au système classique.

Second souci, l'argent. On l'aura compris, ce système coûte cher, très cher. Environ 36 % du PIB français si l'on octroie un revenu de 1 000 euros – l'équivalent de toutes les dépenses sociales et de santé françaises plus celles d'éducation – et 7,2 % du PIB, même si l'on se contente de 200 euros par personne : l'équivalent de la politique de chômage, de logement, la politique familiale et celle d'exclusion. Le philosophe Gaspard Koenig et l'économiste Marc de Basquiat ont proposé pour Génération Libre de financer le revenu universel (450 euros par adulte, 225 euros par enfant, soit 325 milliards d'euros), par un impôt proportionnel de... 23 % sur tous les revenus. Plus de deux fois la CSG. Sans surprise, si seul l'Alaska a instauré ce système en versant chaque année jusqu'à 2 000 dollars par famille, c'est qu'il redistribue la manne pétrolière.

Source : LE MONDE | 30.03.2016 | Par Arnaud Leparmentier

14- Débat argumenté en classe

Grille d'évaluation du débat

	FORME	FONDS
+	Clarté des propos Capacité à écouter Capacité à convaincre (posture, ton, regard, gestes ...) Capacité à reprendre la parole Temps morts demandés au bon moment	Nombre d'arguments Qualité des arguments (maîtrise, pertinence, précision) Capacité à réorienter le débat Capacité à choisir le bon argument pour contre-argumenter
Pénalités -	Agressivité Couper la parole Rester silencieux / être en retrait Monopoliser la parole Les co-équipiers parlent pendant les rounds	Affirmations gratuites (sans preuves) Répétitions (le groupe enferme le débat) Contradictions / erreurs Propos hors sujet